

L'Adresse—M. Cassidy

Je traiterai maintenant brièvement de quelques questions sociales dont le gouvernement s'occupe. Par exemple, la pornographie exploitant les jeunes enfants et les femmes préoccupe sérieusement beaucoup de Canadiens. Cette question sera réglée.

M. le vice-président: Je regrette de devoir interrompre le député mais nous avons déjà utilisé plus de trois minutes des dix minutes réservées aux questions et commentaires. Je donne le droit de réponse au député d'Ottawa-Centre (M. Cassidy). D'autres députés désirent aussi poser des questions.

M. Cassidy: Monsieur le Président, je remercie le député de ses commentaires et j'ai bien hâte de travailler avec lui au sein du comité des finances dont je suis maintenant membre à part entière. Je pense que nous pourrions coopérer et j'espère qu'il fera preuve de leadership et réussira à faire entrer son gouvernement dans le XXI^e siècle où je ne suis pas convaincu que tous les ministériels veulent se rendre.

L'une des questions dont j'aimerais qu'il s'occupe est celle de la réforme fiscale dont parle son gouvernement en négligeant de mentionner qu'au cours des deux dernières années, les conservateurs ont augmenté les impôts d'une famille canadienne moyenne de 1 300\$ tout en réduisant les taux d'imposition des sociétés et en accordant d'énormes concessions fiscales inespérées aux gens très riches qui réalisent des gains en capital. Si nous voulons vraiment parler de réforme fiscale, nous devons d'abord corriger les erreurs des deux dernières années et mettre en place une réforme fiscale qui nous permettra vraiment de tirer des sociétés une part raisonnable des recettes fiscales. Je ne suis pas convaincu que le gouvernement veuille faire autre chose qu'aplanir les injustices fiscales entre les sociétés et qu'il veuille s'assurer qu'elles paient une plus juste part du fardeau total des impôts.

M. Redway: Monsieur le Président, je désire faire un court commentaire et poser ensuite trois questions au député. Premièrement, il a critiqué sévèrement la façon dont le gouvernement s'est attaqué au chômage. Cependant, il a omis de dire que lorsque le gouvernement a expliqué ses projets concernant la gestion de l'économie, dans les deux discours du budget et les deux exposés économiques qu'il a faits jusqu'à maintenant, le chef de son parti a déclaré que ces projets et cette stratégie ruinaient l'économie et créeraient plus de chômage que d'emplois. Comme le député le sait, c'est tout le contraire qui s'est produit. En réalité, les taux d'intérêt ont chuté, l'inflation a diminué et le chômage a régressé. A mon avis, le député devrait louer la stratégie du gouvernement au lieu de la critiquer.

Ma question porte toutefois sur les aspects de la réforme fiscale auxquels le député a fait allusion. Je sais que dans l'*Enquête Fiscale 1986* publiée par le Nouveau parti démocratique auquel le député appartient, on a étudié très sérieusement la question des taxes de vente fédérales et de l'impôt sur les sociétés. J'ai lu avec beaucoup d'intérêt les rapports de l'enquête fiscale du NPD. J'attends toujours les solutions précises que le Nouveau parti démocratique propose au sujet de l'impôt sur les sociétés et de l'élimination des dépenses fiscales

pour les sociétés. Le Nouveau parti démocratique les a parfois qualifiées de vol mais le ministère des Finances les appelle des dépenses fiscales. Je soupçonne que le Nouveau parti démocratique désire en garder quelques-unes mais je me demande lesquelles il veut garder et lesquelles il préfère éliminer. J'aimerais savoir lesquelles il voudrait supprimer.

Deuxièmement, le Nouveau parti démocratique propose-t-il une réforme dont les effets se neutraliseraient parce que l'impôt sur le revenu des particuliers diminuerait et l'impôt sur les sociétés augmenterait, ou y aurait-il seulement une augmentation de l'impôt sur les sociétés?

Enfin, si le Nouveau parti démocratique propose une réforme qui n'aurait aucun effet sur l'impôt sur le revenu des particuliers ou qui le réduirait, comment propose-t-il de recueillir les fonds nécessaires pour payer toutes les dépenses supplémentaires que le député propose dans son discours?

M. Cassidy: Monsieur le Président, les questions que pose le député sont pertinentes. Je me réjouis d'apprendre que le député de York-Est (M. Redway) devore les documents de l'*Enquête Fiscale 1986*. Je promets de lui envoyer un exemplaire du prochain rapport qui paraîtra bientôt. En fait, à la fin de l'année ou au début de l'année 1987, nous aurons poussé nos consultations plus loin et nous aurons recueilli davantage de données. Nous avons l'intention d'en arriver à des conclusions sur certaines des questions que le député soulève.

Ainsi, dans notre dernier rapport sur l'impôt sur les sociétés, nous avons indiqué que certaines concessions fiscales ou dépenses fiscales étaient tout à fait justifiées pour les petites et moyennes entreprises. A l'heure actuelle, leur taux d'imposition est plus élevé que celui des grandes entreprises, plutôt que le contraire. Cette situation nous paraît étrange, surtout quand on pense que les petites et moyennes entreprises ont créé tant d'emplois.

Le député a bien cité mon chef et, comme cela a été souvent le cas, je crois que mon chef a prophétisé ce qui devait se passer quelques mois plus tard. Depuis janvier 1986, l'économie canadienne n'a pas créé d'emplois. Les 500 000 emplois dont le gouvernement parle ont été créés en 1984 et en 1985. La tendance ne s'est pas maintenue. Je trouve inadmissible un taux de chômage de 9,7 p. 100. Peut-être le gouvernement le juge-t-il acceptable.

Je soupçonne que l'essor qui a marqué la première année de la gouvernement soit largement attribuable aux retombées de la croissance économique américaine. Maintenant que cette économie régresse, le gouvernement ne fait rien pour soutenir la nôtre. Pire, les impôts infligés aux simples citoyens prélèvent un lourd tribut sur notre économie. Quand on parle de centaines de milliers d'emplois sacrifiés, ce sont ceux qui auraient dû être créés par une économie dynamique en 1986. Ce sont ces emplois qui auraient fourni du travail aux jeunes de Chicoutimi et de Terre-Neuve et qui auraient donné aux femmes l'occasion de réintégrer la population active à Vancouver. Mais cette chance s'est envolée en fumée parce que les politiques fiscales freinent l'activité économique.